



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Occitanie**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° DREAL-UID11/66-C3-2024-032

**autorisant le redémarrage en période diurne du Parc éolien de Roquetaillade de la
société ENGIE GREEN France qu'elle exploite sur le territoire de la commune de
Roquetaillade-et-Conilhac (11)**

**Le préfet de l'Aude
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, notamment les articles L. 511-1, L. 171-8, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Christian POUGET, préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2023-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** les permis de construire PC n° 1132398 H003 en date du 25 février 1999, PC n° 1109704 H003 en date du 12 décembre 2005, PC n° 1132304 H0010 en date du 12 décembre 2005, PC n° 01109707 H003 en date du 6 mai 2008 et PC n° 01132307 H0006 en date du 6 mai 2008, tous délivrés par le préfet du département ;
- Vu** le courrier de la préfecture du 27 septembre 2012 confirmant que les éoliennes de Roquetaillade, situées au lieu-dit « Pic de brau » sur le territoire de la commune de Roquetaillade et au lieu-dit « La Bruyère » sur le territoire de la commune de Conilhac-de-la-Montagne, bénéficient du droit d'antériorité et sont classée sous la rubrique ICPE 2980-1, régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015 relatif à la mise en place des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent - Parc éolien de Roquetaillade sur les communes de Roquetaillade et Conilhac-de-la-Montagne - Société La Compagnie du Vent ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UD11-09 du 26 février 2020 relatif au changement d'exploitant au profit de la société ENGIE GREEN France ;

Vu l'information faite par la société ENGIE GREEN France, en date du 19 juin 2023, concernant une mortalité de Vautour Fauve (*Gyps fulvus*) du parc éolien de Roquetaillade, découverte le même jour ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2023-060 du 22 juin 2023 Imposant des mesures d'urgence à la société ENGIE GREEN France pour le Parc éolien de Roquetaillade qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac (11) ;

Vu la demande de l'exploitant, faite par courrier en date du 20 décembre 2023, reçu le 26 décembre 2023 et complété le 29 février 2024, de redémarrer le Parc éolien de Roquetaillade suite à son arrêt en période diurne imposé par l'arrêté du 22 juin 2023 susvisé ;

Vu le rapport du 2 mai 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société ENGIE GREEN France par courrier en date du 23 mai 2024 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant formulées par courrier en date du 3 juin 2024 ;

Considérant que le parc a fait l'objet, depuis sa mise en service, de plusieurs mortalités déclarées d'espèces protégées, notamment, de plusieurs Vautours fauves ;

Considérant que le parc est à l'arrêt depuis 20 juin 2023 suite à l'information de la mortalité d'un Vautour Fauve susvisée ;

Considérant que, dans sa demande du 20 décembre 2023 susvisée, complétée le 29 février 2024, afin de redémarrer le parc en période diurne, l'exploitant propose :

- de mettre en place un système de détection de l'avifaune pour le Parc éolien de Roquetaillade avec la fonction d'effarouchement active ;
- de redémarrer seulement les 24 aérogénérateurs de type G47 et G52 par groupe de 4 éoliennes contiguës au maximum, avec l'appui d'un expert ornithologue ;
- d'étudier, en parallèle, la faisabilité technique de mettre en place la fonction de régulation des aérogénérateurs (détection/arrêt) ;

Considérant que, dans cette même demande, l'exploitant propose comme espèces à prendre en compte pour les zones à risque définies par le système de détection de l'avifaune :

- | | |
|---------------------------|-------------------------|
| • Aigle royal, | • Milan royal, |
| • Busard Saint-Martin, | • Percnoptère d'Egypte, |
| • Circaète Jean-le-Blanc, | • Vautour fauve, |
| • Faucon pèlerin, | • Vautour moine ; |
| • Gypaète barbu, | |

Considérant qu'il est mentionné, dans le dossier de la demande d'autorisation environnementale du renouvellement du parc déposé en 2019 susvisé, la présence sur le site du parc éolien des espèces d'oiseaux protégées à enjeux patrimoniaux élevés suivantes :

- | | |
|---------------------------|-------------------------|
| • Aigle royal, | • Percnoptère d'Egypte, |
| • Circaète Jean-le-Blanc, | • Pipit rousseline, |
| • Faucon crécerelle, | • Vautour fauve, |
| • Fauvette pitchou, | • Vautour moine ; |

Considérant, par conséquent, qu'il y a lieu de mettre en place, sur les 24 éoliennes de type G47 et G52 un système de détection/effarouchement efficace visant à réduire la mortalité de ces espèces protégées ;

Considérant que les éoliennes du parc ont été mises en service en 2001 et 2008, et que leur technologie ne prenait pas en compte la possibilité d'asservissement à un système de détection de l'avifaune avec en complément la fonction détection/arrêt ;

Considérant ainsi, qu'il est nécessaire de procéder à une étude de faisabilité sur la possibilité technique de mise en place de la fonction détection/arrêt du système de détection de l'avifaune sur ces éoliennes ;

Considérant qu'il y a lieu de vérifier à tout moment que ces systèmes de protection avifaune sont efficaces et opérationnels ;

Considérant que, selon l'article L. 181-14 du Code de l'environnement, le préfet peut imposer toute prescription nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4, ainsi que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

Considérant qu'il convient donc de prescrire des mesures complémentaires pour le redémarrage en période diurne du parc éolien de Roquetaillade dans l'attente que le remplacement du parc actuel par de nouveaux aérogénérateurs soit possible ;

Considérant que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

Les prescriptions du présent arrêté complètent les dispositions applicables à la société ENGIE GREEN France SASU, dont le siège social est situé 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à MONTPELLIER (34000), pour l'exploitation du parc éolien de Roquetaillade, composé de 28 aérogénérateurs sur le territoire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac (11).

ARTICLE 2 - ABROGATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES CONSERVATOIRES

L'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2023-060 du 22 juin 2023 est abrogé.

ARTICLE 3 - REDÉMARRAGE DES AÉROGÉNÉRATEURS DU PARC ÉOLIEN

La société ENGIE GREEN France est autorisée à redémarrer, en période diurne, les aérogénérateurs de type G47 et G52 dès la mise en place d'un système de détection de l'avifaune (SDA) sur chacune des éoliennes avec la fonction effarouchement active.

Le redémarrage se fait par tranche de 4 éoliennes contiguës au maximum.

Les aérogénérateurs de type G58 restent à l'arrêt.

ARTICLE 4 - SYSTÈME DE DÉTECTION DE L'AVIFAUNE (SDA)

Article 4.1 - Liste des espèces cibles

Les espèces cibles (espèces protégées menacées) sont les suivantes :

- Aigle royal,
- Busard cendré,
- Busard Saint-Martin,
- Circaète Jean-le-Blanc,
- Faucon crécerelle,
- Faucon pèlerin,
- Gypaète barbu,
- Milan royal,
- Percnoptère d'Egypte,
- Vautour fauve,
- Vautour moine.

Article 4.2 - Mise en place d'un système de détection de l'avifaune (SDA)

Article 4.2.1 - Fonction détection/effarouchement de l'avifaune

En vue du redémarrage, en période diurne, les aérogénérateurs de type G47 et G52, par tranche de 4 éoliennes contiguës au maximum, l'exploitant met en place un système de détection/effarouchement sur chaque éolienne.

Ce système d'effarouchement de type dissuasion acoustique est utilisé avant l'entrée d'individus des espèces cibles dans la sphère à risque. Cet effarouchement est ponctuel afin de ne pas induire un impact sur d'autres espèces protégées locales.

Article 4.2.2 - Fonction détection/arrêt de l'avifaune

4.2.2.1 - Étude de faisabilité

L'exploitant réalise une étude de faisabilité sur la possibilité de mise en place de la fonction détection/arrêt du SDA. L'exploitant transmet le rapport conclusif de cette étude au service de l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois maximum à compter de la signature du présent arrêté.

4.2.2.2 - Fonctionnement du système de détection/arrêt

En cas de mise en place de la fonction de détection/arrêt, le SDA vise à réduire la mortalité aviaire, due à une collision d'une espèce cible avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne et crépusculaire des aérogénérateurs, à savoir 30 min avant le lever du soleil à 30 min après le coucher du soleil. Ce système (SDA) est basé sur la détection en temps réel et le bridage des éoliennes à une vitesse de régulation maximale en bout de pale de 50 km/heure.

Le paramétrage du fonctionnement du SDA doit permettre de limiter les risques de collision avec les individus des espèces cibles en :

- détectant l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère de détection d'une éolienne,
- bridant la vitesse en bout de pale à 50 km/heure de chaque éolienne dès l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère à risques d'une éolienne.

Article 4.3 - Niveau de performance et caractéristiques techniques du SDA

Les éléments relatifs au niveau de performance et aux caractéristiques techniques du SDA sont fournis à l'inspection des installations classées 1 mois avant la mise en service des SDA. Le détail des éléments attendus sont définis en annexe.

Article 4.4 - Vérifications du fonctionnement du SDA

Avant la mise en place éventuelle de la fonction détection/arrêt, le fonctionnement du SDA est vérifié selon une simulation proposée par l'exploitant.

Ce test permet de valider la cohérence des données suivantes, par rapport aux caractéristiques du SDA transmises à l'inspection des installations classées :

- la distance de détection,
- la vitesse d'analyse et de réaction des moyens de détection,
- l'envoi de la commande de régulation et le traitement de l'information par le SCADA de chaque éolienne lors de l'entrée dans la sphère de régulation.

Les résultats de ce test font l'objet de la rédaction d'un rapport qui est transmis à l'inspecteur des installations classées dans les deux mois après sa réalisation. L'exploitant y détaille, si nécessaire, les améliorations du paramétrage du SDA.

Après la mise en service du SDA avec la fonction détection/effarouchement et après la mise en service de la fonction détection/arrêt, le bon fonctionnement du SDA est vérifié en conditions réelles par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours (4 semaines consécutives ou non) dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.

Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain.

Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur des installations classées dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage du SDA.

L'exploitant présente si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.

Article 4.5 - Évaluation de l'efficacité du SDA

Un suivi environnemental est réalisé durant les deux premières années de mise en œuvre de la fonction détection/effarouchement du SDA, puis, le cas échéant, un autre lors de la mise en place de la fonction détection/arrêt.

Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).

Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspection des installations classées au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.

Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.

Article 4.6 - En cas de panne du SDA

L'exploitant s'assure, par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs, du bon état de fonctionnement du SDA. Il doit être en mesure de détecter toute défaillance du dispositif dans un délai inférieur à 48 heures.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il a connaissance d'une panne ou d'une défaillance affectant le bon fonctionnement du SDA. L'exploitant dispose de 3 jours ouvrés à compter de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, au-delà de ce délai, les aérogénérateurs concernés sont mis à l'arrêt jusqu'à la remise en service du SDA.

L'exploitant informe l'Inspection des installations classées du redémarrage de l'éolienne pour les dysfonctionnements majeurs, en précisant et justifiant les actions correctives mises en place.

Les pannes et dysfonctionnements du SDA sont consignés dans un registre de maintenance mis à disposition de l'inspection des installations classées sur demande. Ce registre liste les défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, la date de réparation, la date de remise en route des aérogénérateurs.

Une procédure détaillée de gestion des dysfonctionnements est établie par l'exploitant. Elle est tenue à disposition de l'inspection.

Article 4.7 - En cas de collision d'un individu d'une espèce cible

En cas de collision d'un individu d'une espèce cible avifaunistique avec un des aérogénérateurs, une recherche de cadavre est initiée dès sa visualisation sur les vidéos du SDA. Les vidéos enregistrées par le SDA sont contrôlées par l'exploitant ou son prestataire dans un délai de trois jours maximum par rapport à leur date d'enregistrement. La recherche est menée dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre par un écologue désigné par l'exploitant.

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes :

- l'éolienne à l'origine de la mortalité est mise à l'arrêt en période diurne, et faute d'éléments permettant d'identifier l'éolienne, tout le parc éolien est arrêté ;
- l'exploitant déclare cette collision sous 3 jours ouvrés à l'inspection des installations classées en utilisant le modèle de fiche d'incident de la DREAL ;
- l'exploitant communique sous 45 jours maximum un rapport analysant les circonstances et les causes de cette mortalité, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter une collision ou barotraumatisme similaire.

Dans le cas où la collision est due à une panne ou un dysfonctionnement des systèmes de protection de la biodiversité, la remise en service a lieu après que la panne est réparée. L'exploitant demande la validation de l'Inspection des installations classées pour le redémarrage de l'éolienne, en précisant et justifiant les actions correctives mises en place.

Par ailleurs, pour les mortalités des espèces protégées menacées classées en statut « vulnérable », « en danger » ou « en danger critique » suivant la liste rouge UICN nationale et/ou régionale, il convient de transmettre sous 45 jours maximum à l'inspecteur des installations classées une fiche de notification du BARPI complétée.

Dans le cas où la collision n'est pas due à une panne ou à dysfonctionnement mais à un paramétrage inadapté d'un dispositif de mesure de réduction en faveur de la protection de la biodiversité, la remise en service des aérogénérateurs est conditionnée à la mise en œuvre de mesures conservatoires préalablement validées par la DREAL. Puis l'exploitant propose sous un mois des mesures complémentaires qui visent à améliorer les performances des mesures prescrites par le présent article ainsi qu'une méthodologie d'évaluation.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 5.1 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement et R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative (cour administrative d'appel de Toulouse) compétente pour connaître, en premier et dernier ressort, des litiges portant sur les décisions visées à l'article 1.1, y compris leur refus, relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent classées au titre de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement, à leurs ouvrages connexes, ainsi qu'aux ouvrages de raccordement propres au producteur et aux premiers postes du réseau public auxquels ils sont directement raccordés :

1. par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département prévue au 4° du même article.

La Cour administrative d'appel de Toulouse peut être saisie par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

Conformément à l'article R. 181-52 du Code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 5.2 - Affichage et publicité

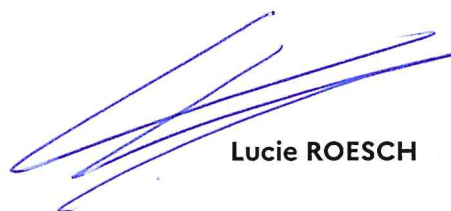
Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.3 - Exécution et notification

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le sous-préfet de l'arrondissement de Limoux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Maire de la commune de Roquetaillade-et-Conilhac sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Roquetaillade-et-Conilhac et à la Société ENGIE GREEN France, dont le siège social est situé 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à MONTPELLIER (34000).

Fait à Carcassonne le **17 JUIN 2024**

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture



Lucie ROESCH

ANNEXE : Niveau de performance du SDA

Les caractéristiques techniques du SDA sont fournies à l'inspection des installations classées 1 mois avant la mise en service industrielle du parc éolien, elles comprennent :

- la description détaillée du fonctionnement du SDA retenu en précisant le matériel utilisé (type et nombre d'équipements sur chaque mât) ;
- le positionnement du matériel sous forme d'un schéma explicatif précisant les distances et les hauteurs en listant le nombre et le nom des caméras pour chaque éolienne ;
- la justification de la valeur de la vitesse de bridage retenue pour la régulation des éoliennes, le cas échéant (en cas de mise en place de la fonction détection/arrêt) ;
- en cas de mise en place de la fonction détection/arrêt : la courbe théorique (ou tout autre document) confirmée par le fabricant exprimant le temps d'atteinte de la vitesse de bridage de 50 km / heure en bout de pale en fonction des vitesses de décélération des pâles.
- un schéma d'ensemble du parc montrant le périmètre complet du champ de vision de chaque caméra et en précisant les superpositions de champs entre les différentes caméras. Ces champs de vision du système permettent de détecter tout individu des espèces cibles lors de son entrée dans la sphère de détection de chaque éolienne, de le suivre pendant sa présence dans la sphère de détection, de détecter son entrée dans la sphère à risques de chaque éolienne.
- la justification du paramétrage de déclenchement de la détection, et en cas de mise en place de la fonction détection/arrêt, l'effarouchement éventuel et la régulation retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant, pour chaque espèce cible :
 - les diamètres de la sphère de détection (centré sur le rotor, il est déterminé pour chaque espèce cible de telle façon que le SDA puisse réguler la vitesse en bout de pale à 50 km/h dès l'entrée d'un individu d'une espèce cible dans la sphère à risques),
 - les diamètres de la sphère à risques (le diamètre de la sphère à risque est au minimum égal au diamètre du rotor additionné de 20 m. Elle est centrée sur le rotor. Selon les dispositifs, il est admis que cette sphère soit réduite : avec 360° à l'horizontale et 240° minimum à la verticale autour de chaque éolienne et 360° à l'horizontale et 360° à la verticale plus spécifiquement dans la zone du rotor) ;
 - en cas de mise en place de la fonction détection/arrêt, la distance de régulation théorique prenant en compte la vitesse de vol d'un individu de l'espèce cible (calculée en temps réel estimé d'après les moyennes relevées sur site, ou définie dans la bibliographie scientifique) et le temps nécessaire aux aérogénérateurs pour atteindre la vitesse de régulation. Cette distance de régulation doit bien inclure la sphère balayée par les pales plus 20 mètres.
- caractéristiques des enregistrements vidéo : le dispositif mis en place par l'exploitant prévoit un module d'enregistrement de vidéos sur plusieurs caméras permettant de couvrir les volumes des sphères (de détection et à risque) établis au niveau de chaque éolienne, sans aucun angle mort et ni zone masquée. Ces vidéos mentionnent le numéro du mat, la vitesse de son rotor lors de l'enregistrement, la date, l'heure, le nom de la caméra, la direction cardinale visualisée par la caméra et le nom du parc. La durée des vidéos enregistrées est suffisante pour constater visuellement la détection de l'espèce cible et la décélération de la vitesse du rotor jusqu'à la vitesse de régulation retenue.

Les détections sont archivées sur au moins deux années (référéncées en date et en heure) pour les cas de détection avérée (vrai-positif). Afin de garantir la possibilité d'une levée de doute sur les cas de faux-négatifs (absence de détection), l'inspecteur doit pouvoir consulter les enregistrements bruts et continus des dispositifs de détection, sur un temps de recul d'au moins deux mois.